

Avis d'appel public à la concurrence

Département(s) de publication : **971**

Travaux

- *Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur* : Grand Port Maritime de la Guadeloupe.
Correspondant : Mme Marie-Josée TRAMIS, quai Ferdinand de Lesseps B.P. 485 97165 Pointe-à-Pitre Cedex Guadeloupe, tél. : 05-90-68-62-92, télécopieur : 05-90-90-62-91,
courriel : marchespublics@port-guadeloupe.com adresse internet : <http://www.guadeloupe-portcaraibes.com>.
Adresse internet du profil d'acheteur : <https://gpm-guadeloupe.omnikles.com>.
Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.
Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur : Activités portuaires.

Objet du marché : **amélioration du système de protection incendie eau du terminal de Jarry - soutage.**

Type de marché de travaux : exécution.

CPV - Objet principal : 44482200.

Lieu d'exécution : terminal de Jarry - quai 14, 97122 Baie Mahault.

Code NUTS : FRY10.

L'avis implique un marché public.

Caractéristiques principales :

amélioration du système de protection incendie eau de mer du terminal de Jarry - soutage

Options : descriptions concernant les achats complémentaires : voir article 5-4 du CCAP.

Refus des variantes.

La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC : oui.

Prestations divisées en lots : non.

Durée du marché ou délai d'exécution : 4 mois à compter de la notification du marché.

Cautionnement et garanties exigés : retenue de garantie: 5 %.

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent : le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement bancaire. Délai de paiement 30 jours, dans les conditions de l'article R.2192-10 du Code de la Commande publique. Financement sur le budget propre du GPMG. Ordonnateur : Président du Directoire du GPMG. Comptable Assignataire : Agent Comptable du GPMG. Avance forfaitaire de 5 % prévue.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : pas de forme imposée. En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

L'exécution du marché est soumise à d'autres conditions particulières : non.

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature : français.

Unité monétaire utilisée, l'euro.

Conditions de participation :

Critères de sélection des candidatures : - Garanties professionnelles

- garanties techniques.

Capacité économique et financière - références requises : le candidat produira les Chiffres d'affaires des trois dernières années

Référence professionnelle et capacité technique - références requises : - Références professionnelles de moins de

Cinq ans, en rapport avec l'objet du marché

- moyens humains et matériels.

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :

- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet

2015 ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45, 46 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après).

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles;
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années;
- Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin;
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature;
- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>);
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Autres renseignements demandés :

- Autres renseignements demandés : contenu de l'offre :
- acte d'engagement renseigné et signé
- bordereau de prix entièrement complété
- cahier des clauses administratives particulières signé
- cahier des clauses techniques particulières signé
- décomposition du Prix Global et Forfaitaire
- note technique et méthodologique
- attestation de visite.

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON

Critères d'attribution :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

- prix de la prestation : 60 %;
- délai d'exécution de la prestation : 20 %;
- valeur technique de la prestation : 20 %.

Une enchère électronique ne sera pas effectuée.

Type de procédure : procédure adaptée.

Date limite de réception des offres : 16 novembre 2021, à 17 heures.

Délai minimum de validité des offres : 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Autres renseignements :

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice : 202109271409.

Renseignements complémentaires : autres renseignements complémentaires : Conformément à l'article R2132-2 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante : <https://gpm-guadeloupe.omnikles.com>.

Les soumissionnaires pourront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

Visite des lieux obligatoire. Personne à contacter : Voir article 2 du Règlement de la Consultation.

Négociation possible.

L'Heure limite de remise des offres indiquée dans le présent AAPC est entendue en heure de Métropole, soit 12 heures - guadeloupe.

Conditions de remise des offres ou des candidatures :

la transmission des candidatures et des offres des entreprises par voie électronique est obligatoire à l'adresse suivante, avant les dates et heures limites indiquées :
<https://gpm-guadeloupe.omnikles.com>.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 26 octobre 2021.

Adresse auprès de laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus : GRAND PORT MARITIME DE LA GUADELOUPE.

Correspondant : Mme Marie-Josée TRAMIS, ddjam - service Marchés Publics Quai Ferdinand de Lesseps B.P. 485, 97165 Pointe-à-Pitre Cedex Guadeloupe, , tél. : 05-90-68-62-92, , télécopieur : 05-90-68-62-91, , courriel : marchespublics@port-guadeloupe.com, adresse internet : <https://gpm-guadeloupe.omnikles.com>.

Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus : GRAND PORT MARITIME DE LA GUADELOUPE.

Correspondant : Mme Marlène FÜNFROCK-BAILLY, dadd Quai Ferdinand de Lesseps B.P. 485, 97165 Pointe-à-Pitre Cedex Guadeloupe, , tél. : 05-90-68-63-45, , télécopieur : 05-90-68-62-91, , courriel : marchespublics@port-guadeloupe.com, adresse internet : <https://gpm-guadeloupe.omnikles.com>.

Instance chargée des procédures de recours / Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE BASSE-TERRE 6, rue Victor Hugues 97109 Basse Terre Guadeloupe, tél. : 05-90-81-45-38, courriel : greffe.ta-basse-terre@juradm.fr, télécopieur : 05-90-81-96-70 adresse internet : <http://guadeloupe.tribunal-administratif.fr>.

Mots descripteurs : Sécurité incendie.

Critères sociaux ou environnementaux : Aucun